Aux Chefs de Délégation de la Composante Opposition Politique

C.I. - Au Facilitateur du Dialogue Inter congolais,

Sir Ketumile Masire

- A l'Envoyé du Secrétaire Général de l'Onu,

M. Moustapha Niasse

- Au Président en Exercice de L'Union Africaine,

S.E. Thabo Mbeki,

Président de la République d'Afrique du Sud

Chers collègues,

Chefs de délégation de la composante Opposition Politique aux négociations Intercongolaises,

La réflexion qui m'a conduit à présenter ma candidature au poste de Vice-Président de la République a reposé sur ma conviction profonde de vouloir poursuivre mon implication à la renaissance et la reconstruction du Congo Démocratique.

En sollicitant votre appui et votre confiance pour combler cette importante fonction, je vous offre de partager les lignes essentielles de la politique sociale et humanitaire que je m'engage à promouvoir.

Mon approche générale

Le Vice-Président de la République chargé de la Coordination de la Commission sociale et culturelle, doit être issu des rangs de l'Opposition Politique, conformément à l'Accord Global et Inclusif signé à Pretoria le 17/12/2002 et le Texte de la Constitution de la Transition de la RDC qui vient d'être accepté et souscrit à Pretoria par toutes les parties.

En particulier, le point 1 de L'Accord Global et Inclusif de Pretoria prévoit la représentation équilibrée de onze provinces du pays, tandis qu'aux points 5 et 6, l'Accord demande qu'il soit satisfait aux critères de compétence, de crédibilité, d'honorabilité, d'esprit de réconciliation et de non-conflictualité en ce qui concerne les animateurs des institutions de la Transition.

Conformément à ces exigences requises par les hommes et femmes qui militent au sein de l'opposition politique, il revient à notre composante, et à elle-seule, le droit de désigner son représentant dans l'espace présidentiel de la Transition.

En ce qui me concerne, j'ai rendu publique ma volonté de briguer la Vice-Présidence dès la signature de l'Accord Global et Inclusif sur la Transition, étant encouragé, en ce sens, tant par une large partie de l'opinion publique congolaise que par les organes directifs des formations politiques que je préside.

Voici les esquisses de mon approche, par rapport aux objectifs communs de notre composante face aux enjeux de la Transition pré-électorale :

1. TRAVAILLER ENSEMBLE POUR UN OBJECTIF COMMUN : L’AFFIRMATION D’UNE CULTURE DE LA DEMOCRATIE

L'Opposition Politique non-armée, malgré son caractère pluriel, est porteuse des valeurs qui lui sont propres et la différencient par rapport aux autres composantes ; en particulier, elle se caractérise par son rejet de la lutte armée comme moyen de conquête et conservation du pouvoir ; le rôle de la commission

chargée des affaires culturelles et sociales doit nécessairement être mis au diapason avec les valeurs positives et constructives qui constituent notre contribution commune au travail abattu dans le cadre des négociations politiques intercongolaises.

En effet, le lancement du processus de démocratisation dans notre pays est dépendant de l'affirmation d'une culture humaniste qui puisse promouvoir les valeurs de la Démocratie pluraliste et représentative au Congo Démocratique.

C'est pourquoi, le Vice-Président issu des rangs de l'opposition politique, devra constamment travailler en concertation avec la composante dont il est issu, afin de faire prévaloir notre vision pacifique et démocratique au sein des plus hautes instances de l'Etat congolais.

Pour réaliser cette mission, le Vice-Président chargé du social et l'humanitaire devra :

- ASSURER UN LEADERSHIP NON EQUIVOQUE dans les reformes législatives importantes, surtout en ce qui concerne les initiatives de lois promues par le gouvernement de transition, afin de faire prévaloir nos valeurs communes ;
- DEMOCRATISER LA CONCERTATION ENTRE LES DIFFERENTS PARTENAIRES DE L'OPPOSITION POLITIQUE au sein des institutions de la République ;
- DYNAMISER LE ROLE ET LA PLACE DE L'OPPOSITION POLITIQUE DANS LES INSTITUTIONS
- DÉVELOPPER LA CONCERTATION entre toutes les forces politiques qui prônent les valeurs humanistes et démocratiques afin de promouvoir la construction d'un Etat Démocratique en RDC.

2. MON APPROCHE DYNAMIQUE :

SERVIR LA POPULATION

La Commission sociale et culturelle a une vocation essentiellement humaine et sa mission consiste à apporter des réponses appropriées à toutes les urgences humanitaires qui frappent notre pays, où sévit la plus grande crise humanitaire au monde.

Il nous faut affirmer, sans détours, la sacralité du droit à la vie, le droit à la santé, à l'éducation, au travail et le droit à la culture ainsi que la protection des droits de l'homme.

Face à l'immensité de cette tâche, l'Etat devra concevoir le social et l'humanitaire comme un des secteurs « prioritaires » et non « résiduels » de son action et de son investissement, en stricte collaboration avec les partenaires internationaux.

Dans cette optique, les domaines

- des urgences humanitaires,
- de la santé,
- du travail,
- de la protection de la jeunesse et de la femme congolaise (particulièrement touchés par la guerre),
- de l'éducation,
- du sport, entendu comme école de vie pour la jeunesse,

seront au centre de notre programme d'action, dont les directives fondamentales ont été déjà prévues par les résolutions de la Commission Sociale et Humanitaire du Dialogue Intercongolais, que je m'engage à faire appliquer dans leur intégralité.

3. NOTRE ENGAGEMENT, NOTRE LUTTE ET NOS ESPOIRS

Nos raisons de lutte pour l'affirmation des valeurs démocratiques dans le cadre du collectif FRONT POUR LA SURVIE DE LA DEMOCRATIE et de la DEMOCRATIE CHRETIENNE sont nombreuses.

Bien sûr, elles s'inscrivent avant tout dans le premier terrain de la légitimité du combat qui est le nôtre, soit celui de L'AFFIRMATION D'UN ETAT DE DROIT EN R.D.C., de la réconciliation nationale ainsi que de la reconstruction, sur des bases nouvelles, du Congo Démocratique.

Toutefois, ces bases idéologiques seront porteuses d'espoir dans la mesure où nous saurons aussi les inscrire dans un courant plus large d'écoute des revendications sociales des congolais, paupérisés par la mauvaise gestion des ressources nationales et l'enchaînement de conflits meurtriers.

Il en est ainsi particulièrement de la LUTTE CONTRE LA PAUVRETE.

Menée en coalition, soutenue par la lutte commune des forces démocratiques et pacifiques de la R.D.C. et les revendications des jeunes, la lutte à la pauvreté vise un rehaussement général des conditions de vie et propose des améliorations pour l'ensemble de la collectivité.

Ce rôle politique « d'agent de changement social » doit être affirmé résolument et il constitue la motivation principale de ma candidature à la Vice-Présidence chargée des questions sociales et humanitaires.

Nous pourrons ensemble relever efficacement les défis du changement, de l'innovation et de la renaissance du Congo Démocratique qui représentent les piliers du projet commun de l'Opposition Politique congolaise.

Fort de ces valeurs et de mon programme d'action, Je me permets de solliciter votre appui à ma candidature.

Respectueusement,
Eugène Diomi Ndongala Nzomambu,
Coordonnateur du FRONT POUR LA SURVIE DE LA DEMOCRATIE,
Président Nationale de la DEMOCRATIE CHRETIENNE.

Pretoria, 09/03/2003